

Arrêté du 4 août 1997

(Education nationale, Recherche et Technologie : bureau DGES B7 ; Economie, Finances et Industrie : Impôts)

Vu O. n° 45-2138 du 19-9-1945 ; D. n° 88-80 du 22-1-1988 abrogeant D. n° 81-537 du 12-5-1981 ; avis comm. consult. pour la formation profes. des experts-comptables.

Modalités d'organisation des épreuves du diplôme préparatoire aux études comptables et financières, du diplôme d'études comptables et financières et du diplôme d'études supérieures comptables et financières régis par le décret n° 88-80 du 22 janvier 1988.

NOR : MENU9702528A

Article premier. - Le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), le diplôme d'études comptables et financières (DECF) et le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF) prévus aux articles 2, 4 et 6 du décret 22 janvier 1988 susvisé sont respectivement délivrés aux candidats qui ont obtenu une moyenne au moins égale à 10 sur 20 à l'ensemble des épreuves constitutives de chacun de ces diplômes, sans note inférieure à 6 sur 20.

Les candidats qui n'obtiennent pas cette moyenne conservent le bénéfice de la ou des épreuves dont la note est égale ou supérieure à 10 sur 20 et ne sont autorisés à subir à nouveau que la ou les épreuves dont la note est inférieure à 10 sur 20. La nouvelle moyenne générale est calculée en fonction des notes maintenues et de celles nouvellement acquises.

Art. 2. - Les épreuves qui font l'objet d'une dispense en application des articles 10 et 16 du décret susvisé ne sont pas prises en compte pour le calcul de la moyenne générale.

Art. 3 (modifié par l'arrêté du 28 décembre 2000). - Outre ceux cités à l'article premier du décret susvisé, les titres et diplômes qui permettent de se présenter aux épreuves du diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF) et du diplôme d'études comptables et financières (DECF) sont les suivants :

Brevet de technicien de la comptabilité à compter du régime de l'arrêté du 9 février 1952 ;

Brevet professionnel de comptable ;

Brevet professionnel de banque à compter du régime institué par l'arrêté du 9 novembre 1960 ;

Brevet professionnel d'assurances ;

Diplôme de l'Ecole commerciale de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris ;

Examens spéciaux d'entrée dans les universités ;

Deux valeurs de cours du Conservatoire national des arts et métiers ;

Certificat de formation professionnelle de « comptable d'entreprise » délivré par le ministère chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle ;

Examen probatoire du diplôme d'études comptables supérieures régi par le décret n° 63-999 du 4 octobre 1963 ou diplômes admis en dispense de cet examen probatoire et obtenus avant le 31 décembre 1981 ;

Certificat de formation professionnelle de technicien supérieur comptable et financier délivré par le ministère

chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle ;

Brevet professionnel de bureautique.

Diplômes homologués au niveau IV figurant sur l'arrêté du 17 juin 1980, RLR 540-6, modifié fixant la liste d'homologation de titres et diplômes de l'enseignement technologique ;

Diplôme d'accès aux études universitaires.

Sont également autorisées à se présenter aux épreuves du DPECF et du DECF les personnes qui justifient d'une inscription soit dans un institut universitaire de technologie, soit dans une section de technicien supérieur d'un établissement public ou d'un établissement privé sous contrat, soit dans un établissement de haut enseignement commercial, soit dans une école habilitée par la commission des titres d'ingénieur à délivrer un diplôme d'ingénieur.

Art. 4. - La nature, la durée et le coefficient de chacune des épreuves du diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF) sont fixés comme suit :

EPREUVE n°1

Introduction au droit de l'entreprise

Question(s) et étude d'un cas pratique simple (durée : trois heures ; coefficient 1,5).

EPREUVE n° 2

Economie

Question(s) ou commentaire d'un texte économique et questions (durée : trois heures ; coefficient 1).

EPREUVE n° 3

Méthodes quantitatives

Problèmes et questions portant sur les mathématiques (durée : deux heures ; coefficient 0,5).

Applications et questions portant sur l'informatique (durée : deux heures ; coefficient 0,5).

Les deux parties de cette épreuve doivent être obligatoirement subies au cours d'une même session d'examen.

EPREUVE n° 4

Comptabilité

Applications portant sur plusieurs points du programme (durée : quatre heures ; coefficient 1,5).

EPREUVE n° 5

Expression et communication

Test de compréhension d'un texte en langue étrangère courante pouvant comporter un exercice de traduction

et des réponses en langue étrangère à des questions en langue étrangère.

Les langues étrangères autorisées sont les suivantes : anglais, allemand, espagnol, italien, arabe, russe et portugais (durée : deux heures ; coefficient 0,5).

Expression française : dissertation sur un sujet d'ordre général à partir d'un texte fourni au candidat (durée : trois heures ; coefficient 0,5).

Les deux parties de cette épreuve doivent obligatoirement être subies au cours d'une même session d'examen.

Art. 5. - La nature, la durée et le coefficient de chacune des épreuves du diplôme d'études comptables et financières (DECF) sont fixées comme suit :

EPREUVE n° 1

Droit des sociétés et droit fiscal

Etude d'un cas pratique sur le droit des sociétés, des autres groupements et des entreprises en difficulté (durée : quatre heures ; coefficient 1).

Etude d'un cas pratique sur le droit fiscal (durée : quatre heures ; coefficient 1).

Les deux parties de cette épreuve doivent obligatoirement être subies au cours d'une même session d'examen.

EPREUVE n° 2

Relations juridiques de crédit, de travail et de contentieux

Etude d'un cas pratique sur le droit du travail et le droit social et application(s) ou question(s) sur chacune des autres parties du programme (durée : quatre heures ; coefficient 1).

EPREUVE n° 3

Organisation et gestion de l'entreprise

Dissertation ou étude d'un ou plusieurs cas pratiques avec commentaires (durée : quatre heures ; coefficient 1).

EPREUVE n° 4

Gestion financière

Etude de cas avec, le cas échéant, questions (durée : quatre heures ; coefficient 1).

EPREUVE n° 5

Mathématiques appliquées et informatique

Problèmes et questions portant sur les mathématiques appliquées (durée : deux heures ; coefficient 0,5).

Applications et questions portant sur l'informatique (durée : deux heures ; coefficient 0,5).

Les deux parties de cette épreuve doivent obligatoirement être subies au cours d'une même session d'examen.

EPREUVE n° 6

Comptabilité approfondie et révision

Etude de cas ou exercices portant sur la comptabilité financière approfondie. L'épreuve pourra être complétée par une question portant sur la révision des comptes (durée : quatre heures ; coefficient 1).

EPREUVE n° 7

Contrôle de gestion

Etude de cas et éventuellement questions (durée : quatre heures ; coefficient 1).

Art. 6. - La nature, la durée et le coefficient de chacune des épreuves du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF) sont fixés comme suit :

EPREUVE n° 1

Synthèse de droit et de comptabilité

Etude de cas recouvrant plusieurs aspects du programme (durée : cinq heures ; coefficient 2).

EPREUVE n° 2

Synthèse d'économie et de comptabilité

Etude de cas recouvrant plusieurs aspects du programme (durée : cinq heures ; coefficient 2).

EPREUVE n° 3

Grand oral

Exposé de quinze minutes sur un sujet tiré au sort par le candidat, suivi d'une discussion d'une durée maximale de trente minutes (préparation du sujet : deux heures ; coefficient 1).

EPREUVE n° 4

Soutenance d'un compte rendu du stage d'initiation

Soutenance d'un rapport de stage comportant entre trente et cinquante pages hors annexes (durée 30 minutes : coefficient 1).

Art. 7. - Chaque épreuve écrite du diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), du diplôme d'études comptables et financières (DECF) et du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF) ou chaque partie d'épreuve écrite du diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF) et du diplôme d'études comptables et financières (DECF), lorsque cette épreuve appelle

composition sur des sujets portant sur deux matières distinctes, font l'objet d'une double correction par les commissions académiques ou interacadémiques. Ces commissions sont chargées, en prédélibération, d'examiner tous les écarts de notes supérieurs à 2 points sur 20 et d'y apporter les modifications éventuelles.

Les épreuves orales du diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF) sont subies, en application des dispositions de l'article 8 du décret du 22 janvier 1988 susvisé, devant une commission composée d'au moins trois membres pour l'épreuve intitulée « Grand oral » et d'au moins deux membres pour l'épreuve dénommée « Soutenance d'un compte rendu du stage d'initiation ».

Art. 8. - Les programmes des épreuves sanctionnées par le diplôme préparatoire aux études comptables et financières (DPECF), le diplôme d'études comptables et financières (DECF) et le diplôme d'études supérieures comptables et financières (DESCF) sont fixés conformément à l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 9. - Le présent arrêté sera applicable à compter de la session 1999 du DPECF, du DECF et du DESCF. Les candidats qui ont déjà subi une ou plusieurs épreuves des diplômes susvisés conservent le bénéfice des notes acquises, à condition qu'elles soient égales ou supérieures à 10 sur 20, avec le coefficient fixé par l'arrêté du 17 avril 1989. Toutefois, les candidats qui le désirent ont la possibilité, en renonçant de manière définitive au bénéfice de la ou les notes acquises, de repasser cette ou ces épreuves selon le nouveau programme et le coefficient fixés par le présent arrêté.

Art. 10. - L'arrêté du 17 avril 1989 relatif aux modalités d'organisation des épreuves du diplôme préparatoire aux études comptables et financières, du diplôme d'études comptables et financières et du diplôme d'études supérieures comptables et financières est abrogé.

(JO du 21 septembre 1997 et BO n° 35 du 9 octobre 1997.)

Annexe

PROGRAMME DES ÉPREUVES DES DPECF, DECF ET DESCF

RÉGIS PAR LE DÉCRET N° 88-80 DU 22 JANVIER 1988

ÉPREUVES DU DPECF

Epreuve n° 1 : Introduction au droit de l'entreprise

OBJECTIFS

Cette épreuve est destinée à vérifier que le candidat connaît les fondements des règles juridiques régissant la structure de l'entreprise, son potentiel économique et ses relations juridiques. Le candidat doit aussi connaître les bases de la fiscalité des entreprises et les principes du droit du travail et du droit social. Il doit montrer qu'il est capable de raisonnements juridiques et d'analyses succinctes des situations auxquelles il sera confronté.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Question(s) et étude d'un cas pratique simple.

Durée : trois heures ; coefficient 1,5.

PROGRAMME

Durée, à titre indicatif, de la préparation : trois cents heures.

1. Introduction générale à l'étude du droit

(trente heures)

La notion de droit. Droit objectif et droits subjectifs. Les grandes divisions du droit.

Les institutions politiques nationales et les institutions communautaires.

Les sources du droit au regard du droit de l'entreprise, y compris le droit européen.

Les sources des droits subjectifs, actes et faits juridiques et leur preuve.

L'application du droit.

Le respect du droit : l'organisation judiciaire.

2. L'entreprise et les personnes

(quatre-vingts heures)

2.1. Le droit applicable à toute personne physique indépendamment de toute activité professionnelle

Notion de personnalité juridique.

Le droit extra patrimonial : l'état civil, les libertés individuelles, les personnes, les droits subjectifs extra patrimoniaux : nom, domicile, intégrité, image, etc.

Le droit civil patrimonial : droits réels et personnels. Théorie du patrimoine.

Les effets de l'incapacité, du régime matrimonial ou de la nationalité sur le droit patrimonial de la personne.

2.2. Le droit de l'entreprise individuelle

2.2.1. L'entreprise commerciale individuelle et le statut de commerçant.

Le statut du commerçant et les actes de commerce.

Le régime applicable aux actes de commerce.

Les obligations spécifiques aux commerçants.

Les incidences de l'état civil sur la profession commerciale.

Incapacités, incompatibilités, interdictions relatives à l'exercice du commerce.

2.2.2. L'entreprise individuelle non commerciale.

Artisans.

Agriculteurs.

Professions libérales.

2.3. Le droit de l'entreprise à forme sociale.

Les différents groupements de droit public, de droit mixte et de droit privé : notions, forme, diversité.

Les groupements de droit privé : sociétés et associations.

Rôle respectif de l'acte privé et de la formalité administrative.

Les sociétés sans personnalité morale et avec personnalité morale : sociétés civiles et commerciales, par l'objet et par la forme.

Les sociétés commerciales de personnes et de capitaux.

3. L'entreprise et le patrimoine

(trente heures)

3.1. Les droits patrimoniaux : principes, définitions.

3.2. Les classifications des biens.

Immeubles et meubles.

Corporels et incorporels.

Consomptibles et durables.

Fongibles et corps certains.

3.3. La classification des droits.

Droits réels et droits personnels.

Le droit de propriété.

Les droits réels démembrements.

Les droits réels accessoires.

3.4. Les modes d'acquisition des droits.

Modes originaires ou par transfert.

A titre gratuit ou onéreux.

A titre universel ou à titre particulier.

3.5. *Les groupements de biens et le fonds de commerce.*

La notion d'universalité : universalité de droit ou universalité de biens.

Le fonds de commerce : nature et composition.

4. *La vie juridique des entreprises*

(quatre-vingt-dix heures)

4.1. *L'encadrement juridique général de l'activité des entreprises.*

La liberté du commerce et la réglementation de la concurrence (principes généraux).

Le droit de la consommation (règles essentielles).

Les obligations générales de l'entreprise.

4.2. *L'entreprise et les contrats.*

Théorie générale du contrat.

Conditions de formation.

Effet relatif et force obligatoire du contrat.

Problèmes particuliers liés à l'engagement contractuel : interprétation du contrat et simulation.

Exécution des obligations : le paiement.

Le paiement monétaire en droit civil et en droit commercial.

La responsabilité contractuelle.

Notions sur les sûretés, garanties de paiement.

Les contrats principaux.

Vente.

Bail, crédit-bail et location longue durée.

Concession et franchisage.

Sous traitance.

Prêt.

Assurance.

La réglementation spécifique des contrats relatifs au fonds de commerce.

La vente du fonds de commerce.

Autres contrats relatifs au fonds de commerce : location-gérance, nantissement.

4.3. *Les autres sources des obligations de l'entreprise : les faits juridiques.*

Notions sur les engagements extra-contractuels de l'entreprise.

Les différentes responsabilités (notions générales : responsabilité civile, responsabilité pénale).

5. *Introduction au droit du travail et au droit social*

(trente heures)

5.1. *L'environnement du cadre des relations du travail.*

Caractères et sources du droit du travail : le rôle des interlocuteurs sociaux.

La protection des risques sociaux : champ de la protection sociale et bases du système de protection.

5.2. *Les relations collectives du travail.*

La négociation collective : convention collective et accord collectif.

La représentation et l'action collective des salariés : les syndicats, la représentation des salariés dans l'entreprise.

5.3. *Les relations individuelles du travail.*

Le contrat de travail.

Définition, différents types.

Formation, effets, rupture.

Rôle du conseil des prud'hommes.

5.4. *Les dispositions législatives et réglementaires en matière de salaire et de durée du travail : notions de base.*

6. *Introduction à la fiscalité de l'entreprise*

(quarante heures)

6.1. *Principes généraux de la fiscalité.*

Les sources du droit fiscal.

La classification des impôts et des taxes.

Généralités sur l'administration de l'impôt.

6.2. *L'imposition des bénéfices : cas des entreprises individuelles et des sociétés.*

Classification fiscale des entreprises.

Champ d'application des bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés.

Principes généraux de détermination du résultat fiscal (produits imposables, charges déductibles, passage du résultat comptable au résultat fiscal).

Notions sur les différents régimes d'imposition.

6.3. *La taxe sur la valeur ajoutée (principes de base).*

Champ d'application.

Base d'imposition. Fait générateur et exigibilité.

Régime des déductions.

Liquidation et paiement de la TVA.

Epreuve n° 2 : Économie

OBJECTIFS

Le candidat doit montrer qu'il connaît les principaux mécanismes de l'économie générale et de l'économie d'entreprise.

Cette connaissance doit lui permettre d'accéder à une bonne compréhension de la presse économique lorsqu'elle commente aussi bien les décisions de politique économique que la situation des entreprises.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Question(s)

ou

Commentaire d'un texte économique et questions.

(Durée : trois heures, coefficient 1.)

PROGRAMME

Durée, à titre indicatif, de la préparation : deux cents heures.

1. Principes économiques fondamentaux

(cent heures)

1.1. Introduction.

L'histoire des grands courants de la pensée économique.

1.2. *Les structures de la comptabilité nationale.*

Définition des opérations et des agents ; les branches d'activité et le tableau d'entrées-sorties (TES).

1.3. *Les théories de la production et des échanges.*

Fonctions de production et de coût, offre et demande, formation des prix dans les différents types de marchés.

1.4. *La répartition des revenus et le marché du travail.*

1.5. *La monnaie.*

Définitions.

Les mécanismes de création monétaire : les composantes de la masse monétaire et ses contreparties.

Le financement de l'économie : le système financier et bancaire français.

L'inflation et la déflation ; les instruments de la politique monétaire interne.

1.6. *Les relations internationales.*

Les échanges internationaux.

Le système monétaire international : définition et évolution ; les institutions monétaires internationales ; le change ; la balance des paiements.

L'Union européenne : aspects économiques et monétaires.

1.7. *La croissance.*

Les facteurs de la croissance : population, éducation, progrès technique.

Le rôle de l'investissement.

La fonction de consommation et d'épargne.

1.8. *L'Etat et ses interventions dans la vie économique et sociale.*

Le budget de l'Etat.

Le système de protection sociale.

Les politiques économiques.

2. *L'entreprise et son environnement*

(cent heures)

2.1. Définition de l'entreprise.

L'entreprise en tant qu'agent économique, en tant que système organisé. Ses relations avec les autres agents économiques et le marché.

Les ressources dont elle dispose : les hommes, les investissements, les capitaux ; l'utilisation harmonieuse de ces ressources dans le contexte économique général, en vue de satisfaire les besoins du personnel, des consommateurs, des apporteurs de capitaux, de la collectivité.

2.2. L'entreprise dans l'économie.

Secteurs économiques, branches et secteurs professionnels.

Place des entreprises dans divers types d'économie : économie de marché, économie planifiée, pays en développement.

2.3. L'entreprise et les hommes.

L'entreprise et le marché du travail.

L'entreprise et les institutions sociales.

2.4. L'entreprise et les capitaux.

Les contraintes financières de l'entreprise.

Investissement, croissance, autofinancement, endettement.

Les institutions financières, le système bancaire, les marchés financiers.

2.5. L'entreprise dans son milieu institutionnel.

Entreprise, Etat et collectivités territoriales.

Problèmes sociaux.

Epreuve n° 3 : Méthodes quantitatives

1. Mathématiques

OBJECTIFS

Cette épreuve vise à vérifier que le candidat a une connaissance suffisante des outils mathématiques de base applicables à la gestion.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Problèmes et questions portant sur les mathématiques.

(Durée : deux heures ; coefficient 0,5).

PROGRAMME

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent heures.

1. *Algèbre et analyse*

(quarante heures)

1.1. *Dérivées et primitives.*

Dérivée d'une fonction (les notions sur les limites des fonctions, nécessaires à l'étude des dérivées, seront données sur des exemples).

Interprétation géométrique de la dérivée.

Signe de la dérivée et sens de variation d'une fonction dans un intervalle.

1.2. *Fonctions usuelles.*

Fonction exponentielle. Fonction logarithme (définie comme l'inverse de la fonction exponentielle). Fonction puissance. Etude de fonctions qui se déduisent de façon simple des précédentes.

1.3. *Equations et inéquations linéaires.*

Système d'équations linéaires : solution du système par la méthode dite de « substitution ».

Méthode du pivot de Gauss.

1.4. *Suites.*

Suites arithmétiques, suites géométriques.

2. *Statistique descriptive*

(trente heures)

2.1. *Notation indicielle.*

Pratique du symbole de sommation, tableaux à double entrée.

2.2. *Séries statistiques à une variable.*

Description d'une population, méthodes de représentation. Groupement de données. Effectifs, fréquences.

Caractéristiques de position : moyenne, médiane, mode.

Caractéristiques de dispersion : variance, écart type, écarts interquartiles.

2.3. *Séries statistiques à deux variables.*

Tableaux d'effectifs. Nuage de points ; point moyen.

Ajustement affine : méthode des moindres carrés, droites de régression, coefficient de corrélation linéaire.

Exemples d'ajustements se ramenant à des ajustements affines.

Exemple d'application aux séries chronologiques.

2.4. *Indices.*

Indices simples. Indices usuels de la vie économique.

3. *Mathématiques financières*

(trente heures)

3.1. *Intérêts simples.*

Escompte (commercial et rationnel), valeur actuelle et valeur acquise, échéance moyenne et échéance commune.

3.2. *Intérêts composés.*

Valeur acquise, valeur actuelle. Evaluation d'une suite d'annuités (annuités temporaires et annuités perpétuelles).

3.3. *Application aux emprunts.*

Annuités constantes, amortissements constants, amortissements progressifs. Emprunts obligataires : taux de rendement et taux de revient.

2. **Informatique**

OBJECTIFS

Cette épreuve vise à vérifier que le candidat a une bonne connaissance, en tant qu'utilisateur, des outils informatiques applicables en gestion. Elle vise en outre à vérifier que le candidat est en mesure de situer cette utilisation dans le cadre du système d'information de l'entreprise.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Applications et questions portant sur l'informatique.

(Durée : deux heures ; coefficient 0,5.)

PROGRAMME

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent heures.

1. *Les configurations informatiques*

(vingt heures)

La structure de l'ordinateur.

Les fonctions de l'unité centrale et des matériels périphériques.

Le rôle, les fonctions et les commandes élémentaires :

D'un système d'exploitation ;

D'une interface graphique.

2. Les données

(quarante heures)

La notion de donnée : description (type), structuration (définition d'une entité, d'une association), identification (propriété, identifiant, codification).

L'étude de modèles simples et préétablis quant à leur structure (schéma conceptuel et schéma relationnel).

3. Les traitements

(quarante heures)

Les algorithmes et les structures de base des traitements : itération, alternative, séquence.

Les traitements à l'aide de logiciels outils : traitement de textes, fonction tableur, fonction grapheur, fonctions de gestion des bases de données, fonctions d'intégration.

Notions sur l'informatisation des traitements comptables et de gestion :

Les principales fonctionnalités des logiciels de gestion commerciale, de paie, de comptabilité.

L'utilisation de logiciels comptables dans une organisation comptable.

Epreuve n° 4 : Comptabilité

OBJECTIFS

Le candidat doit avoir assimilé les fondements de la comptabilité financière (objectifs, principes, sources...). Il doit être capable de comptabiliser les opérations courantes de l'entreprise ainsi que les principales opérations d'inventaire. Son savoir-faire doit l'amener à l'établissement des comptes annuels dans des cas simples. Par ailleurs, les principales notions de coûts (complets et partiels) doivent être connues.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Applications portant sur plusieurs points du programme.

(Durée : quatre heures ; coefficient 1,5.)

PROGRAMME

Durée, à titre indicatif, de la préparation : trois cents heures.

1. *Comptabilité financière*

(deux cent vingt heures)

1.1. *Introduction.*

Histoire et objectifs de la comptabilité.

Exercice de la profession comptable.

1.2. *Le droit comptable.*

Introduction aux sources du droit comptable (directives européennes, loi, décret, plan comptable général).

L'environnement international (normalisation, harmonisation, ...).

1.3. *Principes fondamentaux de la modélisation comptable.*

Analyse des opérations en emplois et ressources, en flux et stocks.

Les principes comptables.

Le mécanisme de la partie double.

Les contrôles comptables, la balance.

Les comptes annuels.

4. *Analyse comptable des relations et des opérations courantes*

Relations avec :

Les clients et fournisseurs ;

Les prestataires divers ;

Le personnel et les organismes sociaux ;

Les administrations.

Les opérations de trésorerie.

Les opérations d'investissement, financement, désinvestissement.

Les opérations en devises.

1.5. Les travaux d'inventaire.

Objet de l'inventaire.

L'inventaire physique et l'enregistrement des stocks.

Les amortissements, les provisions, les ajustements de charges et de produits.

Comptabilisation de l'impôt sur les bénéfices.

Etablissement des comptes annuels.

1.6. Passage d'un exercice à l'autre.

Clôture et réouverture des comptes.

Affectation du résultat.

1.7. Organisation pratique de la comptabilité.

Justification des écritures comptables : les pièces comptables.

Organisation de la tenue des comptes : système centralisateur, journaux divisionnaires, comptes de liaison, etc.

Contrôles comptables (états de rapprochement, contrôle de vraisemblance).

Comptabilité et informatique.

1.8. Les documents de synthèse dans le plan comptable général.

Particularités des trois systèmes (abrégé, base, développé).

Présentation des comptes annuels dans le système développé : bilan, compte de résultat, annexe, soldes intermédiaires de gestion, capacité d'autofinancement, tableau de financement.

2. Comptabilité de gestion

(quatre-vingts heures)

2.1. Objectifs de la comptabilité de gestion et définition des principaux concepts.

2.2. Liaison entre comptabilité de gestion et comptabilité financière.

2.3. Les coûts complets.

Distinction charges directes - charges indirectes.

Découpage en centres d'analyse.

Mesure de l'activité.

Différents niveaux de coûts : achat, production, distribution, revient.

2.4. *Les coûts partiels.*

Coûts variables et fixes. Seuil de rentabilité.

Imputation rationnelle des charges fixes.

Coût marginal.

Epreuve n° 5 : Expression et communication

1. Langue étrangère

OBJECTIFS

Le candidat doit montrer une connaissance suffisante d'une des langues étrangères autorisées afin de comprendre sans erreur un texte de la vie des affaires (d'économie, de droit ou de comptabilité) ou de rédiger une lettre simple portant sur la vie des affaires.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Test de compréhension d'un texte en langue étrangère courante pouvant comporter un exercice de traduction et des réponses en langue étrangère à des questions en langue étrangère.

(Durée : deux heures ; coefficient 0,5.)

PROGRAMME

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent heures.

2. Expression française

OBJECTIFS

Il s'agit de présenter un exercice de rédaction d'un texte organisé, clair et accessible au lecteur visé, avec références si nécessaire aux sources de documentation. Le candidat aura connaissance des instruments de communication utilisés dans les relations de travail aussi bien d'analyse que d'intervention.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Dissertation sur un sujet d'ordre général à partir d'un texte fourni au candidat.
Le texte illustrera l'un des points du programme ci-dessous.

(Durée : trois heures : coefficient 0,5.)

PROGRAMME

Durée à titre indicatif de la préparation : cent heures.

1. Expression et communication

1.1. Initiation théorique et méthodologique.

Expression, communication, information, langage.

Communication interpersonnelle, de groupe, de masse.

1.2. Lecture et traitement de l'information.

Compréhension d'un message écrit, visuel, sonore (texte, schéma, image, vidéo, publicité, etc.) ; réflexion critique sur la pertinence des registres de langue employés en fonction des situations.

1.3. Utilisation de la documentation.

Bibliothèques, banques de données, constitution de dossiers, de fichiers, de bibliographies, etc.

1.4. Analyse, résumé, rédaction.

Contraction de texte, synthèse de textes ou de documents ; écritures de commentaires, essais, lettres, comptes-rendus, procès-verbaux, études, etc.

1.5. Argumentation et organisation de la pensée.

Organisation de la pensée, de la prise de notes, des écrits (plans, sommaires, tables des matières, titres, sous-titres, intertitres, légendes, etc.).

1.6. Analyse des questions d'actualité, études de thèmes de culture générale.

2. Psychosociologie appliquée à la vie sociale et à l'entreprise

2.1. Personnalité, identité.

Introduction aux théories psychologiques et psychosociologiques.

Conscient, inconscient.

Personnalité, individu.

Image de soi.

Aspect culturel de l'identité.

Hérédité, milieu, culture.

2.2. Les interactions sociales.

Communication.

Pouvoir, autorité.

Ordre, désordre et changement.

Conflits sociaux.

Persuasion.

Connaissance du groupe.

Opinions, préjugés, stéréotypes.

Phénomènes d'influence.

ÉPREUVES DU DECF

Epreuve n° 1 : Droit des sociétés, droit fiscal

1. Droit des sociétés, des autres groupements et des entreprises en difficulté

OBJECTIFS

Cette épreuve est destinée à vérifier si le candidat possède une connaissance approfondie des règles du droit des sociétés et des autres groupements ainsi que des entreprises en difficulté.

Le candidat doit être capable d'orienter l'entreprise dans les choix d'une structure juridique adaptée à ses besoins. Il doit particulièrement maîtriser les étapes de la vie et le fonctionnement des divers organes des sociétés les plus classiques. Il doit connaître les procédures de prévention des difficultés des entreprises, de redressement et de liquidation judiciaire.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude d'un cas pratique sur le droit des sociétés, des autres groupements et des entreprises en difficulté.

(Durée : quatre heures : coefficient 1.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.
Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent soixante heures.

1. Droit des sociétés et des autres groupements

(cent trente heures)

1.1. *L'entreprise sociétaire.*

1.1.1. Notions générales.

Définition de la société.

Sources et évolution législative.

Nature juridique de la société :

Conception contractuelle ;

Théorie de l'institution.

Éléments caractéristiques de l'acte de société.

1.1.2. La société, personne juridique.

Règles relatives à la personnalité et aux personnes morales :

Constitution ;

Acquisition ;

Représentation ;

Fonctionnement ;

Contrôle ;

Dissolution.

1.1.3. La société non immatriculée.

Société de fait.

Société en participation.

1.1.4. Etude approfondie des principaux types de sociétés.

(Constitution, fonctionnement, contrôle, dissolution.)

Société en nom collectif.

Société à responsabilité limitée pluripersonnelle et unipersonnelle.

Société anonyme.

Classique, à directoire.

Valeurs mobilières (actions, obligations, valeurs mobilières composées, titres participatifs) ; rôle de la

Commission des opérations de bourse.

Société par actions simplifiée.

Société civile (immobilière, professionnelle, de moyens).

1.1.5. Notions sur les autres types de sociétés.

Les sociétés en commandite.

Les sociétés d'exercice libéral.

Les sociétés coopératives.

Les sociétés d'économie mixte.

1.2. *Les restructurations de sociétés.*

Transformations.

Fusions, scissions, apports partiels d'actif.

1.3. *Les groupes.*

Groupes personnels : dirigeants communs.

Groupes financiers : participations, société-mère et filiales.

Groupes contractuels (unions, accords d'entreprises).

1.4. *Les groupements.*

Groupement d'intérêt économique.

Groupement européen d'intérêt économique.

1.5. *L'entreprise associative.*

Notions générales (définition, sources et évolution législative).

Typologie.

Règles de constitution.

Acquisition de la personnalité morale.

Effets de la personnalité morale.

Représentation, fonctionnement, contrôle et dissolution de la personne morale.

2. Droit de l'entreprise en difficulté

(trente heures)

2.1. La prévention des difficultés par l'information comptable et financière.

Entreprises assujetties.

Documents obligatoires.

Communication de l'information.

2.2. L'alerte.

Intervenants (commissaire aux comptes, comité d'entreprise, associés, tribunal de commerce...).

Déclenchement de la procédure d'alerte.

Les réactions de l'entreprise.

Conséquences de la procédure d'alerte.

2.3. Le règlement amiable.

Intervenants (dirigeants, tribunal, conciliateur).

Conclusion de l'accord.

Conséquences du règlement amiable.

2.4. Le redressement judiciaire.

Ouverture de la procédure.

Organes de la procédure.

Effets du redressement judiciaire à l'égard :

Du débiteur ;

Des créanciers ;

Des salariés.

2.5. La liquidation judiciaire.

Ouverture de la procédure.

Effets de la liquidation judiciaire à l'égard :

Du débiteur ;

Des créanciers ;

Des associés et dirigeants des personnes morales.

2.6. Le patrimoine de l'entreprise.

Les vérifications et l'admission des créances.

Les nullités en période suspecte.

Les actions en revendication.

2.7. Les sanctions civiles et pénales.

Les sanctions patrimoniales (extension de la procédure aux associés et dirigeants, condamnation des dirigeants au comblement du passif).

Les sanctions personnelles.

Les sanctions pénales.

2. Droit fiscal

OBJECTIFS

Le candidat doit être capable de déterminer la charge fiscale des différentes formes d'entreprise et doit maîtriser les différents aspects de l'imposition du chiffre d'affaires et des bénéfices des entreprises individuelles et des sociétés.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude d'un cas pratique sur le droit fiscal.

(Durée : quatre heures : coefficient 1.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent soixante heures.

1. Généralités sur l'imposition du revenu et la fiscalité des particuliers

(trente heures)

L'impôt sur le revenu :

Caractéristiques du revenu imposable ;

Les composantes du revenu global imposable ;

Bénéfices industriels et commerciaux ;

Bénéfices non commerciaux ;

Bénéfices agricoles ;

Salaires, traitements et rémunérations des dirigeants ;

Revenus fonciers ;

Revenus des capitaux mobiliers ;

Plus-values immobilières et sur-valeurs mobilières ;

Charges déductibles du revenu global ;

Notions générales sur le calcul de l'impôt.

L'impôt de solidarité sur la fortune.

Les droits de succession et de donation.

2. Etude approfondie de l'imposition des résultats des entreprises

(soixante heures)

2.1. L'imposition des résultats des entreprises individuelles et des sociétés de personnes.

Champ d'application.

Produits imposables et exonérations.

Charges déductibles et exclusions.

Plus-values professionnelles.

Détermination et déclaration du résultat fiscal.

Régime des déficits.

Passage du résultat fiscal de la société au résultat des associés (sociétés de personnes).

Régimes d'imposition : micro-entreprise, forfait, régime réel simplifié et super-simplifié, régime réel normal.

Notions sur les aides fiscales : crédit d'impôt recherche, ...

2.2. L'imposition des résultats des sociétés de capitaux.

Champ d'application de l'impôt sur les sociétés.

Territorialité de l'impôt sur les sociétés.

Détermination et déclaration du résultat fiscal.

Calcul et paiement de l'impôt sur les sociétés.

Régime des déficits fiscaux.

L'affectation du résultat : mise en réserve, distribution (avoir fiscal, précompte).

Notions sur les aides fiscales : crédit d'impôt recherche, ...

3. Etude approfondie de l'imposition du chiffre d'affaires

(trente heures)

Régime général de la TVA.

Territorialité de la TVA.

Activités internationales.

Règles relatives aux assujettis et redevables partiels.

Régularisations de TVA.

TVA immobilière.

Crédit de TVA.

Régime des petites entreprises.

4. Fiscalité locale, impositions et taxes diverses

(vingt heures)

Impositions complémentaires à l'impôt sur le revenu : CSG, CRDS, ...

Taxes assises sur les salaires (taxe sur les salaires, taxe d'apprentissage, participation à la formation professionnelle continue...).

Impôts et taxes locaux : taxe professionnelle, taxes foncières, taxe d'habitation.

5. Droits d'enregistrement

(cinq heures)

Généralités sur les droits d'enregistrement.

Cession de fonds de commerce.

Constitution de sociétés.

Augmentation et réduction de capital.

Transformation.

Dissolution, liquidation et partage.

6. Contrôle et contentieux fiscaux

(dix heures)

Contrôle fiscal :

Les différents contrôles fiscaux ;

La vérification de comptabilité.

Contentieux fiscal :

La réclamation ;

Notions sur la procédure devant les juridictions administratives.

7. Droit pénal fiscal

(cinq heures)

Infractions et spécificités de la procédure.

Application aux professionnels de la comptabilité.

Epreuve n° 2 : Relations juridiques de crédit, de travail et de contentieux

OBJECTIFS

Cette épreuve est destinée à vérifier que le candidat connaît les règles essentielles du droit du travail et du droit social, du droit du crédit, du droit pénal et des différentes procédures de contentieux. Il doit notamment montrer sa capacité à déceler les problèmes posés par le droit du travail et le droit social, et à en rechercher les solutions.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude d'un cas pratique sur le droit du travail et le droit social et application(s) ou question(s) sur chacune des autres parties du programme.

(Durée : quatre heures ; coefficient 1.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent soixante heures.

1. Droit du travail et droit social

(soixante-dix heures)

1.1. *L'environnement légal, réglementaire et professionnel du droit du travail et du droit social.*

Administrations et juridictions compétentes.

Organisations professionnelles.

Sources du droit du travail :

Internationales (traités et conventions) ;

Communautaires (traités et jurisprudence) ;

Internes (loi, règlement, jurisprudence et conventions collectives).

1.2. *Le recrutement, la composition du personnel et les conditions de travail.*

Formation du contrat de travail.

Modification du contrat.

Rupture du contrat.

Procédures de licenciement.

Travail temporaire.

Contrat à durée déterminée.

Travail à temps partiel.

Différentes catégories de personnel : (catégories professionnelles, femmes, jeunes, handicapés, étrangers).

Formation professionnelle.

Conditions de travail : temps de travail, repos et congés, hygiène et sécurité, médecine du travail.

1.3. *Le pouvoir du chef d'entreprise.*

Règlement intérieur.

Pouvoir disciplinaire.

1.4. *La représentation du personnel.*

Comité d'entreprise.

Délégués du personnel.

Syndicats dans l'entreprise.

Comités de groupe.

Droit d'expression économique des salariés.

1.5. Les conflits collectifs.

Grève.

Lock out.

Règlement des conflits.

1.6. La rémunération des salariés.

Fixation des salaires (SMIC, limites à la fixation des taux de salaires, salaire conventionnel et salaire réel, régimes particuliers).

Négociation collective des salaires dans l'entreprise.

Calcul de la rémunération.

Paie de la rémunération.

Accessoires et compléments de salaires.

1.7. La participation et l'intéressement des salariés.

Participation et intéressement aux résultats.

Plan d'épargne d'entreprise.

Autres régimes.

1.8. Les régimes sociaux (notions générales).

Régime général de la sécurité sociale.

Régimes de retraite complémentaire.

Régimes de protection contre le chômage.

1.9. Le bilan social : élaboration, communication, contrôle.

2. Droit du crédit

(trente heures)

2.1. Institutions et mécanismes fondamentaux.

Notion de crédit.

Réglementation du crédit.

Activité bancaire.

Mécanismes du crédit.

2.2. Moyens de paiement : chèque, carte de paiement et autres moyens.

2.3. Le crédit à court terme.

Avances, découverts, prêts à court terme. Compte courant bancaire.

Effets de commerce.

Mobilisation des créances commerciales (escompte, cession de créances professionnelles, affacturage).

2.4. Le crédit à moyen et long terme.

Crédit fondé sur les obligations de droit commun.

Crédit fondé sur la négociation.

2.5. Les sûretés.

Les sûretés personnelles et réelles contre l'insolvabilité du débiteur.

Les techniques de sécurité contre d'autres risques (indexation, assurance, clause de non responsabilité, clauses pénales...).

2.6. Le crédit du commerce extérieur.

Les opérations effectuées par l'intermédiaire d'organismes spécialisés.

Les crédits à l'exportation.

3. Droit pénal

(trente heures)

3.1. Droit pénal général.

L'infraction : éléments constitutifs, classifications, complicité et responsabilité pénale collective.

La peine : classification, mesure, suspension, extinction.

3.2. Procédure pénale.

L'action publique et l'action civile.

L'enquête préliminaire et la flagrance.

Les juridictions (d'instruction, de jugement, d'exception).

Le jugement et les voies de recours.

3.3. *Droit pénal des affaires.*

Les qualifications pénales fondamentales : escroquerie, abus de confiance, faux en écriture et recel.

La banqueroute.

Les interdictions professionnelles.

3.4. *Droit pénal des sociétés.*

Droit pénal de la constitution, du fonctionnement des sociétés et groupes de sociétés (abus de biens et de crédits, délits comptables, distribution de dividendes fictifs, présentation de comptes ne donnant pas l'image fidèle).

3.5. *Droit pénal économique.*

La spécificité du droit pénal économique : textes en vigueur.

Le droit pénal de la vente, des ententes, du chèque, de la publicité, de l'usure, du crédit, etc.

3.6. *Droit pénal social.*

Infractions relatives aux conditions de travail, à la réglementation du travail, à la représentation des salariés, etc.

3.7. *Les professionnels comptables et la responsabilité pénale.*

Le secret professionnel.

Conditions de mise en cause.

Coauteurs et complices.

Aspects particuliers du commissariat aux comptes :

Exercice illégal de la profession ;

Non-révélation des faits délictueux au procureur de la République ;

Incompatibilités ;

Confirmation d'informations mensongères.

4. *Droit du contentieux*

(trente heures)

4.1. *Organisation de la justice en France.*

4.2. *L'ordre judiciaire.*

Les juridictions judiciaires.

Le personnel judiciaire.

Les règles de procédure civile :

Action en justice, demande, défense ;

Procédure ordinaire, référé, requête ;

Déroulement de l'instance ;

Décision de justice et son exécution ;

Voies de recours.

4.3. *La procédure pénale (voir droit pénal).*

4.4. *L'ordre administratif.*

Les juridictions administratives.

La procédure administrative.

Les recours de contentieux administratif.

4.5. *L'ordre européen.*

Organisation institutionnelle européenne.

Les juridictions européennes (Cour de justice des communautés européennes, tribunal de première instance des communautés européennes).

Recours directs et indirects.

4.6. *L'arbitrage.*

Les domaines de l'arbitrage.

Les conventions d'arbitrage.

L'instance arbitrale.

La décision arbitrale et les voies de recours.

Epreuve n° 3 : Organisation et gestion de l'entreprise

OBJECTIFS

L'épreuve est destinée à montrer que le candidat a une bonne connaissance :

Des cadres théoriques de réflexion sur les organisations ;

Des outils du diagnostic et d'intervention en matière d'organisation des entreprises et autres entités.

Dans ce dernier cas, il doit être capable de localiser tous les dysfonctionnements au regard d'un certain nombre de critères usuels en organisation (équilibre de postes, rendement physique) et de proposer des remèdes réalistes et opérationnels.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Dissertation ou étude d'un ou plusieurs cas pratiques avec commentaires.

(Durée : quatre heures : coefficient 1.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent soixante heures.

1. Les théories des organisations

2. Les structures

Les différentes formes de structures.

Les déterminants de la structure.

Les relations entre structure et pouvoir.

3. Les stratégies

Analyse stratégique.

Action stratégique.

Relation entre stratégie et structure.

4. Les décisions

Introduction aux théories de la décision.

Le système d'information et d'aide à la décision.

Les modèles de prise de décisions.

Le suivi de la décision et les problèmes organisationnels.

5. Les outils organisationnels

Analyse du contenu d'un travail, méthodes d'évaluation des postes, configuration des postes et du processus, application à l'organisation administrative.

6. Les fonctions des organisations

6.1. Les fonctions opérationnelles.

Commerciale.

Production.

Qualité.

Achats.

Logistique.

6.2. Les fonctions de support.

Personnel.

Comptabilité.

Finance.

Administration.

Maintenance.

Recherche.

Epreuve n° 4 : Gestion financière

OBJECTIFS

Cette épreuve a pour objectif d'évaluer les capacités des candidats à :

Maîtriser les concepts fondamentaux de la finance et du raisonnement financier (logique financière) ;

Appliquer ces notions à la gestion et à la politique financières des organisations (décisions financières) ;

Utiliser des techniques financières en matière de diagnostic (conseil financier).

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude de cas avec, le cas échéant, questions.

(Durée : quatre heures ; coefficient 1.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent soixante heures.

1. Concepts fondamentaux de la finance d'entreprise

1.1. Le circuit financier (description du circuit, décisions d'investissement et de financement). Les différents cycles d'opérations : cycles d'investissement, d'exploitation et de financement.

1.2. La règle de la valeur actuelle : les fondements de la règle de la valeur actuelle nette, intérêts et limites de la valeur actuelle nette.

1.3. Les notions fondamentales : notions de stock, de résultat et de flux. Soldes intermédiaires de gestion. Tableaux de financement et de flux.

2. Décisions d'investissement et de financement

2.1. Choix d'investissement en avenir certain : critères de choix (délai de récupération, valeur actuelle nette, taux interne de rentabilité, valeur actuelle nette globale, taux interne de rentabilité global).

2.2. Choix d'investissements en situation d'incertitude : la relation rentabilité/risque, le modèle d'équilibre des actifs financiers (MEDAF), application au choix d'investissements.

2.3. Structure financière et coût du capital : effet de levier et risque financier, structure financière et valeur de l'entreprise, le coût du capital, l'interaction des décisions d'investissement et de financement.

2.4. Analyse des décisions d'investissement et de financement : généralités sur les options, l'évaluation des options, analyse de la structure financière à l'aide de la théorie des options, application aux décisions d'investissement.

3. Analyse et diagnostic financiers

3.1. Diagnostic de la rentabilité : rentabilité économique, rentabilité financière, analyse de la rentabilité, levier financier.

3.2. Diagnostic du risque d'exploitation : point-mort, levier d'exploitation.

3.3. Analyse du risque de faillite : analyse statique (approche patrimoniale, fonctionnelle et « pool de fonds ») ; analyse dynamique (les tableaux de flux, méthode des scores).

3.4. Analyse et diagnostic financiers des organisations à but non lucratif ou du secteur public.

4. Planification et gestion financières

4.1. Planification et gestion financières à long terme : gestion des investissements, gestion du financement, plan de financement.

4.2. Planification et gestion financière à court terme : gestion du besoin de fonds de roulement, financement à court terme, plan de trésorerie.

5. Evaluation de l'entreprise

Problématique de l'évaluation : méthodes patrimoniales, méthodes fondées sur les flux, méthodes hybrides et goodwill. (Les problèmes fiscaux, juridiques et comptables liés à l'évaluation seront supposés résolus)

6. Finance de marché

6.1. Introduction à la théorie du marché financier.

6.2. Le contexte de la finance de marché : déréglementation, mondialisation, innovation. Les risques de la nouvelle finance : crises boursières, déconnexion avec la sphère économique réelle (effet de levier, spéculation...), nécessité d'établir des réglementations prudentielles...

6.3. Les marchés financiers nationaux et internationaux. Les principales catégories de financement : crédits, valeurs mobilières, titres de créances négociables. La notation.

6.4. Les marchés dérivés, couverture et spéculation. Les marchés organisés : contrats à terme ferme, contrats à terme conditionnel (exemples du MATIF et du MONEP). Les marchés de gré à gré.

Epreuve n° 5 : Mathématiques appliquées et informatique

1. Mathématiques appliquées à la gestion

OBJECTIFS

Cette épreuve vise à vérifier que le candidat a une connaissance approfondie des méthodes quantitatives de gestion et qu'il est capable d'utiliser les outils mathématiques pour résoudre des problèmes d'optimisation, d'organisation et de contrôle.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Problèmes et questions portant sur les mathématiques appliquées.

(Durée : deux heures ; coefficient 0,5.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : quatre-vingts heures.

1. Probabilités et statistiques

(quarante heures)

1.1. Définitions, axiomes, théorèmes généraux.

1.2. Variable aléatoire : fonction de répartition et espérance mathématique (cas d'une variable discrète et cas d'une variable continue).

1.3. Lois usuelles : loi binômiale, loi exponentielle, loi normale, loi de Poisson, variance et écart type de ces lois. Utilisation de tables.

1.4. Initiation à la statistique inductive : estimation ponctuelle et par intervalle de confiance d'une fréquence, d'une moyenne (seul le cas gaussien sera étudié) ; tests d'hypothèses ; ajustement d'une distribution observée à une loi discrète (test du Khi-deux) ; comparaison d'une fréquence, d'une moyenne à une valeur théorique ou entre deux échantillons ; applications : contrôle de qualité, contrôle par sondage d'un inventaire, des écritures et pièces comptables.

2. Analyse des données

(dix heures)

Lecture des résultats d'une analyse de données.

3. Matrices et programmation linéaire

(quinze heures)

3.1. Notion de présentation matricielle.

3.2. Programmation linéaire : résolution graphique, méthode du simplexe appliquée aux problèmes de maximisation et de minimisation. Interprétation des résultats (trois variables au maximum).

4. Théorie des graphes

(quinze heures)

Langage élémentaire des graphes. Application à des problèmes d'ordonnancement et de transport. Méthode des potentiels et méthode PERT.

2. Informatique

OBJECTIFS

Cette épreuve vise à apprécier les connaissances des candidats, dans le domaine informatique, au delà de la simple utilisation des outils, en fonction de leur rôle dans la gestion des systèmes informatiques, dans la conception des systèmes de gestion et dans l'évaluation des systèmes d'information.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Applications et questions portant sur l'informatique.

(Durée : deux heures ; coefficient 0,5.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée à titre indicatif de la préparation : quatre-vingts heures.

1. Le système d'information

(dix heures)

L'analyse du système d'information.

Les principales applications de l'informatique dans la comptabilité et la gestion.

Les démarches de l'analyse (modèles, niveau, articulation de l'analyse des données avec celle des traitements).

2. Les concepts et les méthodes

(trente heures)

2.1. Les données.

Caractéristiques générales : formes, volumes, qualités (actualité, fiabilité, non-redondance).

Notion de valeur, de propriété, d'entité, d'association.

Observation d'un schéma conceptuel des données ; élaboration d'un modèle simple.

Passage du niveau conceptuel au niveau logique : le modèle relationnel ; le modèle fichiers.

2.2. Les traitements.

L'organisation générale des traitements (traitements en temps réel, en temps différé).

Les notions d'événement, d'opération, de résultat, de procédure.

La représentation schématique des traitements.

Les différentes opérations de traitement (création, consultation, tri et indexation, mise à jour).

Le dialogue homme/machine (interface, écrans, états).

3. Les outils

(vingt heures)

3.1. Les logiciels.

Les logiciels de gestion :

Les logiciels spécifiques : comptabilité, facturation, paie ;

Les logiciels d'aide à la décision : tableurs, graphes, outils intégrés et d'intégration ;

Les gestionnaires de base de données et les gestionnaires de fichiers.

Les échanges de données informatisées.

3.2. Les matériels.

Les configurations informatiques utilisées dans la comptabilité et la gestion :

L'informatique centralisée, distribuée, répartie.

La micro-informatique.

Les réseaux :

Les réseaux locaux ;

Les réseaux publics et la télématique ;

Les ressources des réseaux publics.

4. Le développement des solutions informatiques

dans la comptabilité et la gestion

(vingt heures)

4.1. Les étapes, de l'analyse à la mise en oeuvre.

Du schéma directeur à la maintenance.

Le cahier des charges de la solution.

4.2. Les sécurités.

Les mesures de protection physique.

Les protections contre les virus.

L'accès aux données et aux programmes.

Le contrôle des procédures.

Le plan de conservation, le plan de reconstitution, les assurances.

Les sauvegardes et l'archivage.

Les obligations juridiques : les comptabilités informatisées, la loi informatique et libertés, la protection juridique des logiciels.

Epreuve n° 6 : Comptabilité approfondie et révision

OBJECTIFS

Le candidat doit maîtriser les difficultés de la comptabilité financière. Il doit être en mesure d'étudier une situation et d'en tirer les conséquences comptables grâce à une analyse fondée sur les principes comptables.

Le candidat doit également connaître les aspects comptables essentiels des opérations de rapprochement d'entreprises (fusion, apport partiel...) et de consolidation des comptes.

Enfin, il doit avoir compris les objectifs du contrôle interne et de la révision comptable.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude de cas ou exercices portant sur la comptabilité financière approfondie. L'épreuve pourra être complétée par une question portant sur la révision des comptes.

(Durée : quatre heures : coefficient 1.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent quatre-vingts heures.

1. Le cadre de la comptabilité

1.1. Les sources du droit comptable.

Directives européennes.

Textes légaux et réglementaires.

Jurisprudence.

Doctrines nationale et internationale.

1.2. La théorie comptable.

Objectifs de la comptabilité.

Principes comptables.

Notion de cadre conceptuel.

1.3. Les dispositions relatives à l'organisation de la comptabilité.

Obligations comptables.

Comptabilité et fiscalité.

Supports comptables.

Procédures de traitement.

Principes du contrôle interne.

1.4. *Les principales caractéristiques des comptabilités non commerciales* : communes, associations, professions libérales, entreprises agricoles.

2. Technique comptable approfondie

Les opérations analysées ne peuvent pas, dans le cadre de cette épreuve, faire appel à des connaissances approfondies en fiscalité.

2.1. Evaluation du patrimoine de l'entreprise.

Règles générales d'évaluation : valeur d'entrée, valeur actuelle, valeur d'inventaire.

Application des règles générales d'évaluation : évaluation des éléments d'actif, du passif externe, des éléments actifs et passifs dont la valeur dépend des fluctuations du cours des monnaies étrangères.

Engagements financiers.

2.2. Le rattachement des charges et des produits au résultat de l'exercice.

Rattachements obligatoires et rattachements résultant d'une décision de gestion : charges fiscales et sociales, participation des salariés, opérations de recherche et de développement, opérations à long terme, opérations effectuées dans le cadre d'une société en participation, abonnement des charges et des produits...

2.3. Les capitaux permanents.

Le capital (création et variations).

Le résultat (son imposition et son affectation).

Les provisions réglementées.

Les emprunts.

2.4. Les opérations de restructuration.

Évaluation des sociétés et de leurs titres : méthodes d'évaluation, application à des problèmes comptables.

Fusions, scissions, apports partiels d'actifs, dissolutions et liquidations (cas simples dans lesquels les problèmes fiscaux seront supposés résolus).

2.5. Les opérations de groupe.

Établissement de comptes combinés et de comptes consolidés (cas simples dans lesquels les problèmes fiscaux seront supposés résolus).

3. Révision, audit, contrôle

Les missions de l'expert-comptable.

La mission générale du commissaire aux comptes.

Epreuve n° 7 : Contrôle de gestion

OBJECTIFS

Le candidat doit :

Maîtriser les outils du contrôle de gestion ;

Savoir les choisir, les utiliser et les adapter pour faire un diagnostic ;

Savoir en déduire des propositions sous forme de conseils.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude de cas et éventuellement questions.

(Durée : quatre heures ; coefficient : 1.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : cent soixante heures.

1. Introduction au contrôle de gestion

Les définitions et les objectifs.

L'évolution historique.

L'harmonisation du vocabulaire : le plan comptable général.

La normalisation internationale : les travaux de l'International Federation of Accountants (IFAC).

Le lien avec les autres domaines de la gestion : stratégie, gestion de la production, gestion des ressources humaines, etc.

Le lien avec des disciplines plus générales : théorie des organisations, sociologie des organisations, théorie de la décision, théorie des systèmes.

Les différences avec d'autres formes de contrôle : audit interne, audit opérationnel, contrôle d'exécution, audit ou contrôle stratégique.

2. Les outils du contrôle de gestion

2.1. La formalisation des prévisions.

2.1.1. Les techniques d'aide à la prévision :

Rappels du programme de statistiques et probabilités : les ajustements et les lois de probabilité.

2.1.2. La comptabilité de gestion.

Les coûts fixes et variables et les simulations, le point mort prévisionnel.

Les coûts marginaux et différentiels et les simulations.

Les coûts complets préétablis, avec ou sans imputation rationnelle des charges fixes, par la méthode des centres d'analyse ou par activités.

Les coûts cibles.

2.1.3. Les prévisions à moyen terme et long terme : la planification.

2.1.4. Les prévisions à court terme : les budgets.

2.1.5. Le recouplement du plan et des budgets avec les états financiers prévisionnels.

2.2. Le contrôle des réalisations.

2.2.1. La comptabilité de gestion : l'analyse des écarts (sur charges, sur marges) dans le cadre des différents coûts (complets et partiels).

2.2.2. La synthèse du contrôle : le reporting et les tableaux de bord.

2.2.3. Le recouplement avec la comptabilité financière.

2.2.4. Le surplus de productivité globale et sa répartition.

3. Le contrôle de la gestion appliqué aux différentes fonctions

3.1. *La gestion des stocks et approvisionnements* : optimisation, « juste-à-temps ».

3.2. *La gestion de la production* : optimisation, analyse de la valeur, gestion de la qualité, mesure de la productivité (d'un seul facteur de production ou globale), représentation matricielle des fonctions de production.

3.3. *La gestion des ressources humaines.*

3.3.1. Les aspects comportementaux : motivation, direction par objectifs, évaluation des performances individuelles et collectives.

3.3.2. Les aspects financiers : analyse des variations de la masse salariale en volume, prix, glissement vieillesse et technicité (GVT), impact de la rotation du personnel (« seffet noria »), effet de report, effet de masse, effet des mesures individuelles.

3.4. *La gestion commerciale* : la segmentation des marchés et les politiques de prix, analyse des écarts sur marge.

3.5. *La gestion des investissements* : rentabilité prévisionnelle, rappel des notions de mathématiques financières nécessaires aux calculs de choix d'investissement, utilisation du coût d'opportunité.

4. Le contrôle de gestion et l'animation d'une structure

4.1. *L'articulation stratégie, plan, budget, contrôle.*

4.2. *Le contrôle de gestion et la gestion de projets.*

4.3. *Le contrôle de gestion et les centres de responsabilité.*

Adéquation du découpage budgétaire avec l'organigramme, prix de cession interne et budget base zéro.

4.4. *Les dysfonctionnements et les coûts cachés.*

5. Exemples d'adaptation du contrôle de gestion

5.1. *Le contrôle de gestion dans les petites et moyennes entreprises.*

5.2. *Le contrôle de gestion dans les cabinets d'expertise comptable et de commissariat aux comptes.*

6. La conception et l'organisation d'une comptabilité de gestion

ÉPREUVES DU DESCF

Épreuve n° 1 : Synthèse de droit et de comptabilité

OBJECTIFS

Dans cette épreuve, le candidat doit montrer son aptitude à guider les choix juridiques de l'entreprise et en analyser les conséquences fiscales et comptables. Le candidat doit notamment :

Manifester sa maîtrise de la gestion juridique et comptable des opérations de regroupement ;

Montrer sa capacité à appréhender les techniques d'audit et de commissariat aux comptes.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude de cas recouvrant plusieurs aspects du programme, en privilégiant une approche pluridisciplinaire.

(Durée : cinq heures ; coefficient 2.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF et du DECF doit être connu des candidats.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : deux cents heures.

1. Droit et comptabilité des opérations courantes de l'entreprise

(cinquante heures)

Analyse juridique, fiscale et comptable des thèmes ci-après désignés :

Création d'entreprise ;

Opérations financières ;

Investissements, désinvestissements ;

Constatation des charges et produits ;

Affectation des résultats ;

Variation des capitaux propres ;

Difficultés des entreprises ;

Contrôles et contentieux fiscaux ;

Infractions pénales.

2. Droit et comptabilité des opérations affectant les structures

et les groupes de sociétés

(cinquante heures)

2.1. Opérations affectant les structures.

Droit, fiscalité et comptabilité des opérations de mise en société, prise de contrôle, fusion, scission, apport partiel d'actif et transmission à titre gratuit ou onéreux de l'entreprise.

2.2. Comptes consolidés.

2.2.1. Notions générales sur les groupes de sociétés.

2.2.2. Réglementation des comptes de groupe.

2.2.3. Processus de consolidation.

Détermination de l'ensemble consolidé.

Opérations de pré-consolidation.

Méthodes de consolidation.

Retraitements obligatoires et retraitements optionnels.

Traitement des écarts de première consolidation.

Traitement des impositions différées.

Conversions des comptes d'entreprises étrangères.

Variation du pourcentage d'intérêts et du périmètre de consolidation.

2.2.4. Organisation pratique de la consolidation.

2.2.5. Présentation des documents de synthèse consolidés : bilan, compte de résultat, annexe, tableau de financement, tableau de variation des capitaux propres.

2.3. *Fiscalité des groupes de sociétés.*

Principaux régimes fiscaux de groupes.

Intégration fiscale.

3. *Audit et commissariat aux comptes*

(soixante dix heures)

3.1. *Cadre général de l'audit.*

Définition et différentes formes d'audit.

Objectif et démarche générale de l'audit financier.

Normes nationales et internationales.

Organisation de la mission.

3.2. *Commissariat aux comptes.*

3.2.1. Réglementation professionnelle et exercice des missions.

Statut général du commissaire aux comptes.

Conditions d'inscription.

Nomination et fin de mandat, pluralité de commissaires.

Pouvoirs d'investigation.

Permanence de la mission.

3.2.2. Les normes relatives à l'exercice des missions.

Normes relatives au comportement professionnel.

Normes relatives à la mission générale.

Normes relatives aux interventions connexes à la mission générale.

Normes relatives aux missions particulières.

3.2.3. Démarche générale.

Acceptation de la mission.

Orientation et planification.

Appréciation du contrôle interne.

Analyse préliminaire des opérations ponctuelles ou exceptionnelles.

Contrôle des comptes (y compris techniques et outils de collecte des éléments probants).

Vérifications spécifiques.

Examen des comptes annuels.

Travaux de fin de mission et rapports.

3.2.4. Les missions.

Mission générale (mission d'audit conduisant à la certification et missions de vérifications spécifiques).

Interventions connexes à la mission générale (dont en particulier la mise en oeuvre de la procédure d'alerte et la révélation au procureur de la République).

Missions particulières (dont en particulier le commissariat à la fusion et le commissariat aux apports).

3.2.5. Les responsabilités du commissaire aux comptes.

Responsabilité civile.

Responsabilité pénale.

Responsabilité disciplinaire.

3.3. *Audit et informatique.*

3.3.1. Textes réglementaires et normes professionnelles nationales et internationales.

3.3.2. Incidence du milieu informatique sur l'étude et évaluation du contrôle interne.

3.3.3. Techniques de contrôle assisté par ordinateur.

4. Aspects internationaux du droit et de la comptabilité

(trente heures)

4.1. Aspects internationaux de la fiscalité.

Territorialité de l'impôt.

Transferts de revenus.

Conventions internationales.

4.2. Normes de l'IASC.

4.3. Comptabilités européennes et étrangères.

Sources des règles comptables dans les principaux pays de l'Union européenne et aux Etats-Unis.

Notion sur la présentation des comptes annuels dans les principaux pays européens et aux Etats-Unis.

Traitement des principaux thèmes comptables : crédit bail, stocks et travaux en cours, goodwill, impôts différés, etc.

4.4. Audit légal en Europe et dans le monde.

Huitième directive européenne.

Champ d'application du contrôle légal dans les principaux pays européens et aux Etats-Unis.

Personnes habilitées à l'exercer.

Missions du contrôleur légal.

Épreuve n° 2 : Synthèse d'économie et de comptabilité

OBJECTIFS

Cette épreuve vise à évaluer les capacités du candidat à utiliser les outils comptables et de contrôle comme un moyen de résoudre des problèmes de gestion ayant un certain niveau de complexité et une dimension pluridisciplinaire. A ce niveau d'étude, les candidats n'ont plus seulement vocation à préparer des documents comptables, fiscaux, financiers et de contrôle mais doivent pouvoir intervenir dans l'ensemble du processus de prise de décision.

NATURE DE L'ÉPREUVE

Etude de cas recouvrant plusieurs aspects du programme.

(Durée : cinq heures ; coefficient 2.)

PROGRAMME

Le programme des épreuves du DPECF et du DECF doit être connu des candidats.

Le programme de l'épreuve porte sur un nombre limitatif de domaines qui mettent en relation les différentes formes de comptabilité et le contrôle de gestion avec les problèmes de la gestion des organisations.

Le programme montre l'absence de cloison étanche entre une comptabilité financière à usage externe et une comptabilité de gestion à usage interne. Il y a en fait un système d'information de gestion, contingent et pluridisciplinaire, qui doit être en harmonie avec la stratégie d'une organisation et l'ensemble des contraintes.

Les rapports entre comptabilité et gestion sont ici primordiaux mais les problèmes juridiques et fiscaux peuvent apparaître de façon incidente.

Durée, à titre indicatif, de la préparation : deux cents heures.

1. Gestion du périmètre de l'entité

L'objectif est de mettre en valeur le caractère stratégique d'un système d'information de gestion. Par ailleurs, les problèmes liés à la gestion du périmètre de l'entité ne concernent pas que les grandes entreprises. Les PME peuvent être également la cible d'opérations d'acquisition, peuvent fusionner, être filialisées, prendre part à des sociétés en participation ou entrer dans des réseaux de franchise, par exemple.

Cette partie de programme porte sur la mise en oeuvre des différentes politiques :

D'intégration : acquisition, fusion ;

D'externalisation : filialisation, scission, apport partiel d'actif ;

De coopération : mise en commun d'activités dans les GIE, sociétés en participation, gestion déléguée (facilities management) ;

De coordination : l'entreprise en réseau (forme hybride entre la régulation par le marché et la régulation par la société-mère d'un groupe) et son contrôle.

Il faut également aborder les relations entre le contrôle de gestion et la structure de l'entreprise ou du groupe.

2. Gestion des différentes fonctions

L'objectif est de montrer le caractère pluridisciplinaire du contrôle de gestion d'une organisation et de ses incidences financières.

Le programme porte sur l'interface du contrôle de gestion avec différentes fonctions :

Finance ;

Production : approvisionnement, gestion des stocks, planification et ordonnancement, choix des investissements, gestion de la qualité, etc. ;

Commerciale ;

Gestion des ressources humaines ;

Direction générale (stratégie) ;

Gestion de projets.

3. Gestion dans des contextes particuliers

L'objectif est de montrer le caractère contingent des systèmes d'information de gestion en soulignant les modes d'adaptation à des contextes particuliers.

Les exemples suivants sont retenus, se limitant aux principaux aspects :

Système d'information de gestion et développement international (problèmes de contrôle de gestion, de financement, aspects juridiques et fiscaux) ;

Système d'information de gestion dans les entreprises en réseau ;

Contrôle de gestion dans les organisations publiques ;

Contrôle de gestion dans les banques.

Épreuve n° 3 : Grand oral

OBJECTIFS

Cette épreuve a pour but de montrer que le candidat dispose d'un esprit de synthèse suffisant et peut développer oralement un sujet proposé.

Les critères à prendre en considération sont les suivants :

La culture générale en gestion ;

L'aptitude à dégager une problématique ;

L'aptitude à la synthèse : capacité à aborder un sujet selon plusieurs dimensions (économique, juridique, financière, comptable, etc.) et de faire le lien entre elles ;

La rigueur du raisonnement et la pertinence des idées ;

La structure de l'exposé (problématique, articulation des idées et cohérence du plan, etc.) ;

L'expression orale.

NATURE DE L'ÉPREUVE

(Durée : quarante-cinq minutes ; coefficient 1.)

Elle comprend deux étapes :

Une préparation de deux heures pendant laquelle le candidat, sans l'aide de documents, ni outils de calcul

doit construire un plan afin d'exposer clairement et avec ordre, tous les aspects possibles du problème.

Un oral, d'une durée d'environ trois quarts d'heure, se décomposant en deux temps :

Le premier, d'un quart d'heure environ durant lequel le candidat doit présenter ce qu'il a préparé, les examinateurs n'intervenant qu'exceptionnellement ;

Le second est l'occasion pour les examinateurs de poser des questions en relation avec le sujet et d'apprécier la culture du candidat dans les matières étudiées.

Dans cette épreuve, la forme et le fond seront appréciés.

PROGRAMME

Toutes les matières définies dans les programmes du DPECF et du DECF, développées et actualisées au jour de l'épreuve, peuvent être l'objet de l'exposé-discussion, matière de l'épreuve. Les problèmes d'actualité économique, juridique et fiscale, comptable et financière doivent être connus du candidat.

Épreuve n° 4 : Soutenance d'un compte rendu du stage d'initiation

OBJECTIFS

Le rapport de stage et sa soutenance doit permettre aux examinateurs d'apprécier l'aptitude du candidat à :

S'exprimer aussi bien oralement que par écrit ;

Mener une réflexion ou une recherche sur un thème en rapport avec un stage.

NATURE DE L'ÉPREUVE

(Durée : trente minutes : coefficient 1.)

1. Le rapport de stage

Comportant entre trente et cinquante pages, le rapport doit comprendre, outre une introduction, une conclusion, une bibliographie et des annexes :

Une première partie présentant, d'une part, l'entreprise dans laquelle s'est effectué le stage, et, d'autre part, le travail réalisé lors du stage au sein de l'entreprise ;

Une deuxième partie développant un sujet en rapport avec le stage effectué. Le thème peut être abordé sous l'angle pratique et/ou théorique et doit permettre au candidat de faire preuve de réflexion et d'esprit de synthèse. Cette partie ne doit pas traiter d'un chapitre de cours, mais bien résulter d'un travail personnel du candidat.

2. La soutenance

La soutenance du rapport de stage a une durée d'une trentaine de minutes. Elle permet au candidat de préciser les modalités du déroulement de son stage, les motivations quant au choix du thème et les principales idées développées dans son rapport.

Dans un second temps, le candidat doit répondre aux questions des examinateurs portant sur le stage et le rapport.

Remarque : Les commissions d'examens doivent comprendre des experts-comptables ou commissaires aux comptes accueillant habituellement des stagiaires.

LE STAGE

Le stage prévu à l'épreuve n° 4 du DESCF est un stage de 6 semaines au moins, accompli :

1.1. *Soit en France.*

a) Dans un cabinet d'expertise comptable ou de commissariat aux comptes ;

b) Ou dans les services comptables et financiers d'une entreprise ou d'un groupement dont la comptabilité est contrôlée par un membre de l'ordre, ou un commissaire aux comptes, ou placée sous la responsabilité d'un salarié diplômé d'expertise comptable.

1.2. *Soit dans un des pays membres de l'Union européenne, ou dans un pays tiers dans les mêmes conditions que ci-dessus.*

Les professionnels ressortissant de l'Etat d'accueil doivent satisfaire aux critères localement en vigueur pour exercer la profession comparable à celle d'expert-comptable ou de commissaire aux comptes.